

Message de Ruiko Muto, habitante de Fukushima (mars 2017)

Bonjour et merci à vous tous qui, partout dans le monde, vous souciez du sort des victimes de l'accident nucléaire de Fukushima!

À l'approche de la date anniversaire de la catastrophe, comme il y a six ans, une neige fine tombe sur Fukushima. Un fort séisme, survenu en novembre dernier dans la région, nous a rappelé le souvenir douloureux du 11 mars 2011, et la profondeur des blessures infligées à chacun depuis lors.

Aujourd'hui à Fukushima, des mesures d'incitation au retour sont concrètement mises en place: les directives d'évacuation sont levées les unes après les autres.

Cependant, cela ne signifie nullement que l'on peut revenir sans danger à la situation antérieure. Cela veut dire tout simplement: «Puisque la décontamination a été effectuée, prenez sur vous et revenez vivre parmi les substances radioactives.»

Dans les zones où la «fin de l'évacuation» a été décrétée, les déchets radioactifs, fruits de la décontamination, s'entassent dans d'innombrables sacs. Pour réduire leur volume, on construit des incinérateurs. Dans la commune de Tomioka, dont la directive d'évacuation sera levée le 1^{er} avril prochain (sauf dans une zone hautement contaminée), le niveau de radioactivité de l'air ambiant atteint le taux de 0,65 microsieverts par heure (plus de 10 fois la valeur d'avant 2011). La moitié des habitants a décidé de ne pas réintégrer ses foyers. Dans les communes dont l'évacuation a déjà été annulée l'année dernière (Naraha, Minami-Sôma, Katsurao), le taux du retour est inférieur à 10%.

En outre, le gouvernement japonais ainsi que le département de Fukushima cherchent à supprimer l'accès aux logements gratuits pour les personnes qui avaient fait le choix de se réfugier hors des zones officielles d'évacuation. Cette mesure, si elle était appliquée, aurait de graves conséquences pour tous ceux dont la vie a été bouleversée par l'accident nucléaire: perte de leur logement actuel, aggravation de leur précarité, dispersion de la cellule familiale, et enfin obligation de quitter un environnement auquel ils s'étaient enfin accoutumés pour retourner, à leur corps défendant, dans leur lieu d'origine.

D'un autre côté, les autorités investissent un budget colossal de «reconstruction» pour mettre fin à l'évacuation et pousser de nouvelles entreprises à venir s'établir dans les zones contaminées. Le département de Fukushima s'est fixé comme objectif de réduire à zéro, avant 2020, le nombre de personnes évacuées ailleurs: à cette fin, la construction de «quartiers modèles» est déjà planifiée dans des zones fortement touchées par la radioactivité, et qui vont être décontaminées. De même, dans la commune de Futaba, à 4 km de la centrale accidentée, on prévoit d'installer une «Base d'archives» dont la construction devrait revenir à 5 milliards de yen (42 millions d'euros). Cet établissement a été conçu notamment pour inciter des groupes de lycéens, lors de leurs voyages scolaires, à venir découvrir tous les aspects de l'accident nucléaire de Fukushima.

Nous devons donc nous rendre à l'évidence: aujourd'hui encore, l'accident nucléaire continue!

Sur le site de la centrale:

- On ne cesse de multiplier le nombre de cuves nécessaires au stockage de l'eau radioactive, dont le volume augmente chaque jour.

- «Le mur de glace», sur lequel on avait fondé de grands espoirs pour stopper les infiltrations d'eau, s'avère un désastre technologique.

- La structure en acier des tours d'échappement des réacteurs 1 et 2, de 120 mètres de hauteur, est de plus en plus endommagée; on craint que ces tours ne s'effondrent un jour.

Récemment a été publiée la photo de ce qui apparaît comme les débris du combustible fondu du réacteur n°2. On a constaté un niveau incroyablement élevé de radioactivité à cet endroit: 650 sieverts par heure. Preuve qu'il restera sur ce site de nombreux endroits dont les hommes ne pourront pas s'approcher pendant des décennies.

Pour ce qui est des conséquences sanitaires: au 31 décembre 2016, on comptait 184 cas diagnostiqués du cancer de la thyroïde (dont 145 avérés après opération) sur 300 000 enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans au moment de l'accident. Mais d'après le «Fonds pour les enfants malades du cancer de la thyroïde», des cas de ce cancer ont été également décelés dans d'autres départements, traversés par des nuages chargés d'iode radioactif. Bref, tous les habitants craignent les conséquences sanitaires de l'irradiation – et celles-ci ne se limitent pas au cancer de la thyroïde. Par ailleurs, dans les logements provisoires et les nouveaux lieux où vivent les réfugiés, l'occurrence des dépressions nerveuses est en augmentation constante. Et dans le département de Fukushima, le nombre de suicides liés à la triple catastrophe ne cesse lui aussi d'augmenter depuis 2014.

Au mépris des souffrances de la population, les autorités orchestrent une grande campagne sur l'innocuité supposée de la radioactivité – campagne ciblée sur les enfants et les jeunes. L'été dernier, un pseudo-centre d'enseignement sur la radioactivité, pudiquement dénommé «Centre de création de l'environnement», a été ouvert dans la commune de Miharu: il présente une interprétation édulcorée de la réalité. 30 000 visiteurs s'y sont déjà rendus. Par ailleurs, en novembre 2016, le Lycée départemental de Fukushima a organisé pour 13 lycéens volontaires une visite «scientifique» du site de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Il va sans dire que cette centrale fait partie, en matière de radioprotection, des «zones strictement contrôlées». À ce titre, TEPCO n'en autorise pas, en principe, la visite aux jeunes de moins de 18 ans, de même qu'en-dessous de cet âge, personne n'a le droit d'y travailler. C'est donc à la demande du Lycée départemental ainsi que d'un physicien proche des autorités que la dérogation a été exceptionnellement accordée.

Qu'un accident nucléaire majeur survienne, et c'est la terre, la mer, les arbres dans les montagnes qui se trouveront contaminés pendant des siècles, tandis que les droits fondamentaux des hommes seront définitivement bafoués. L'accident de Fukushima ne nous a pas mis seulement, malgré nous, en danger maximum: en nous contraignant à la résignation, à la division, il a porté aussi atteinte à notre dignité d'êtres humains.

Alors, nous le clamons haut et fort: aucun réacteur nucléaire ne doit plus jamais continuer de fonctionner, dans aucune région au monde!

Car le nucléaire ne saurait cohabiter avec la vie.

Nous ne souhaitons à personne de vivre une catastrophe aussi tragique. L'humanité doit en finir avec le nucléaire. Que Fukushima soit le dernier accident de cette nature!

Voilà pourquoi nous, les victimes, nous élevons nos voix et nous dressons en masse contre la poursuite du nucléaire, en renforçant encore tous les liens de solidarité tissés depuis 6 ans pour défendre nos droits. Cette année, de nombreux procès civils contre TEPCO vont entrer dans leur phase de délibération. Et le procès pénal pour sanctionner les dirigeants de cette entreprise va enfin commencer.

Aussi faible que soit la lueur d'espoir, continuons d'en attiser la flamme dans nos cœurs. Les femmes de Fukushima s'affirment solidaires de celles et ceux qui œuvrent ensemble, partout dans le monde, afin de bâtir une ère nouvelle, où toutes les formes de vie seront enfin respectées.

Fukushima, le 11 mars 2017, Ruiko MUTO, «Femmes de Fukushima contre le nucléaire»

(traduction française: yosomononet France)

COORDINATION ANTINUCLÉAIRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE

<http://yosomononet.blog.fc2.com/> yosomononet@gmail.com

